

INFO – GREHSS

N° 2 20 DECEMBRE 2016

1. GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DICTIONNAIRE

Lors de sa réunion du 16 décembre au CEDIAS, le groupe de travail a commencé à recenser les sources d'information possibles. Outre le dictionnaire « Maitron », le trombinoscope du CNAHES, les publications suivantes ont été listées :

- POUJOL Geneviève, ROMER Madeleine 1996 *Dictionnaire Biographique des Militants, XIX^e - XX^e siècles, De l'Éducation Populaire à l'Action Culturelle* Paris L'harmattan
- DIEBOLT Evelyne 2001 *Les femmes dans l'action sanitaire, sociale et culturelle, 1901-2001. Les associations face aux institutions*, Paris Edition Femmes et Associations
- BECQUEMIN Michèle 2003 *Protection de l'enfance. L'action de l'association Olga Spitzer (1923-2003)* Ramonville-Saint-Agne Eres
- GARDET Mathias 2005 *Jean Viollet et l'apostolat laïc. Les œuvres du Moulin Vert (1902 – 1956)* Paris Beauchesne 355 p.
- GARDET Mathias, VILBROD Alain 2008 *L'éducation spécialisée en Bretagne 1944 – 1984 : les coordinations bretonnes pour l'enfance et l'adolescence inadaptées* Rennes Presses Universitaires de Rennes
- MABON - FALL Armelle, 1995 *Les assistantes sociales au temps de Vichy* Paris, L'Harmattan
- « Aux origines du service social professionnel : quelques figures féminines (notice biographiques) » *Vie Sociale* n° 3-4/1993 Paris CEDIAS Musée social
- « Histoire des premières écoles de service social en France (1908-1938) » *Vie Sociale* n° 1-2/1995 pp. 3-158

Cette liste est loin d'être exhaustive et demande à être complétée, ce qui est demandé à tous les lecteurs de « Info-GREHSS »

Par ailleurs ont été mise en chantier les biographies de : Gabrielle ALPHEN-SALVADOR, Andrée BUTILLARD, Lucie CHEVALLEY, Marcelle FAUCONNET, Nelly FORGET, Joséphine GETTING, Gabrielle GIRARD, Annette GRUMBACH, Denise GRUNEWALD, Madeleine HARDOUIN, Ruth LIBERMANN, Geneviève MORINIERE, Lucienne MOURGUES, Hélène NAEGELEN, Cloé OWINGS, Michel TALEGHANI, Marcelle TRILLAT. Une première biographie a été rédigée, celle Marie Renée CHÉNÉ par Pierre COUETTE.

La prochaine réunion du groupe de travail est fixée le mardi 21 février 2017 au CEDIAS.

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20
greh.servicesocial@orange.fr

2. GROUPE PROVENCE DU GREHSS

Le bulletin « *Les temps du social* » numéro 2 (nouvelle série) a été publié en fin novembre 2016. Le dossier apporte des éléments d'informations et des documents sur les débuts des centres sociaux dans les Bouches du Rhône et de la Fédération des Centres Sociaux de Provence (années 1950-1960).

La prochaine réunion du groupe est fixée au lundi 9 janvier à 14h Cité des Associations 93 La Canebière 13001 Marseille.

L'objectif central de cette réunion sera de planifier les activités de l'année 2017. La réunion est ouverte à tous ceux et celles qui souhaiteraient y participer.

3. DU COTÉ DE L'HISTOIRE DU TRAVAIL SOCIAL

Cette rubrique se donne comme objectif de faire connaître les livres, articles, séminaires, journées d'étude, conférences traitant de l'histoire du travail social. L'objectif est ambitieux et il ne pourra être atteint que si les lecteurs d'INFO-GREHSS deviennent des contributeurs réguliers de cette rubrique.

Violences conjugales

Vient de paraître un ouvrage sur les violences conjugales qui adopte une perspective historique et qui inclut, au côté du féminisme et des politiques publiques, le travail social dans son champ de recherche.

« L'ouvrage se compose de six chapitres. Les processus de reconnaissance de la cause comme problème public ainsi que l'institutionnalisation de la prise en charge des femmes victimes de violences conjugales, dont les acteurs centraux sont les féministes, les instances étatiques chargées de promouvoir les droits des femmes et le travail social, sont décrits dans les deux premiers chapitres. Puis, dans les trois chapitres suivants, l'analyse est orientée vers l'histoire singulière de quelques associations, lue à travers l'histoire de leurs fondatrices, salariées et quelques femmes victimes de violences conjugales. Ces chapitres pointent le fait que l'institutionnalisation des modalités de prise en charge des victimes de violences conjugales, qui passe par un ancrage dans le travail social, n'est pas un processus linéaire et uniforme, il varie selon certaines caractéristiques des associations. Toutefois, le tournant libéral qui atteint le travail social à partir des années 1980 impliquant l'assujettissement de l'action sociale à des nouvelles logiques économiques et budgétaires, permet d'expliquer l'uniformisation progressive des modalités de prise en charge à laquelle sont contraintes les associations et, dans le même temps, l'invisibilisation progressive des cadres de lecture féministes hérités de la seconde vague. Si le travail social a constitué un outil indéniable de légitimation de la cause, il est aussi devenu un obstacle à la prise en compte globale de la question de la domination masculine ; ceci explique d'ailleurs le renouvellement, constaté par l'auteure, des cadres de lecture féministes dans lesquels la cause des enfants devient centrale.

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20
greh.servicesocial@orange.fr

L'enquête ethnographique que mène l'auteure porte principalement et inégalement sur deux associations qui se distinguent selon certaines caractéristiques. La chercheuse dégage ainsi deux profils d'association. Dans la première, le principe de professionnalité issu du travail social prime sur les logiques féministes : l'association a été fondée dans l'immédiat après-MLF à l'initiative de militantes féministes engagées dans des actions et mouvements à l'échelle régionale, qui se sont inscrites officiellement immédiatement dans le registre du travail social, mais sans se professionnaliser elles-mêmes. La séparation entre féministes militantes non professionnelles et professionnelles issues du travail social est à l'origine de tensions conduisant les fondatrices à recruter une nouvelle chef de service qui instaurera un régime de professionnalité au détriment des principes militants féministes ; les fondatrices quitteront d'ailleurs l'association à cette période. La deuxième association a été fondée en 1992 par un groupe de féministes professionnelles (infirmière, gynécologue, assistante sociale...) militant localement pour répondre au problème des violences subies par les femmes, qu'elles côtoient par ailleurs dans d'autres espaces créés également à leur initiative (tels que la Maison des femmes et une halte-garderie). Cette nouvelle association visant à lutter contre les violences conjugales s'inscrit donc dans un projet féministe plus large, et dans une temporalité spécifique où les militantes ont acquis un professionnalisme et une expérience non négligeables des rouages politiques. Cette configuration particulière permet d'expliquer les plus fortes résistances de ces fondatrices et salariées face aux logiques issues du travail social, parvenant à jongler entre une posture militante et une posture professionnelle. La sensibilité féministe caractérisant ce pan du travail social se pérennise par le biais d'une socialisation professionnelle organisée et délivrée aux nouvelles recrues par les associations elles-mêmes ainsi que par la Fédération Nationale Solidarité Femmes. La FNSF (organe politique à l'intersection des sphères militante et politique) est un acteur central de la définition de ce que l'auteure nomme un « travail social féministe ». (Note de lecture extraite de Marianne Davy, « Elisa Herman, *Lutter contre les violences conjugales. Féminisme, travail social, politique publique* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2016, mis en ligne le 18 octobre 2016, consulté le 05 novembre 2016. URL : <http://lectures.revues.org/2152>)

HERMAN Elisa 2016 *Lutter contre les violences conjugales. Féminisme, travail social, politique publique* Rennes Presses Universitaires de Rennes coll. « Le sens social » 309 p.

Le Centre international de l'enfance

« Le Centre international de l'enfance (CIE) a été pendant près d'un demi-siècle un lieu unique où ont travaillé ensemble des chercheurs et des praticiens de l'enfance. Installé au château de Longchamp, de 1949 à 1997 (avec un prolongement jusqu'en 1999 sous le nom de Centre international de l'enfance et de la famille –CIDEF), le CIE a promu la pédiatrie sociale, a dispensé des formations sanitaires et sociales à des milliers de personnes, a soutenu des recherches dont certaines demeurent encore aujourd'hui des références, a développé le caractère transdisciplinaire des études sur les enfants. Il a ainsi été un opérateur de formations professionnelles, de campagnes de sensibilisation à destination des populations et un centre-ressource à l'initiative de projets de recherche et de manifestations scientifiques (études de terrain, séminaires, colloques). C'est ce croisement des approches

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20
greh.servicesocial@orange.fr

qui a été la marque du CIE dans l'espace transnational de la cause des enfants construit au niveau mondial après la Seconde Guerre mondiale. En même temps, le CIE n'a été créé, n'a existé, n'a perduré qu'avec l'appui de l'État français et a disparu lorsqu'il lui a fait défaut. » (Extrait de l'introduction des auteurs)

DENÉCHÈRE Yves et MARCILLOUX Patrice 2016 *Le centre international de l'enfance (1949-1997)* Rennes Presses Universitaires de Rennes 204 p.

Pédagogie sociale

Helena RADLINSKA, née en 1879 à Varsovie et décédée en 1954 à Varsovie, est une pédagogue et chercheur qui a consacré toute sa vie professionnelle à développer l'éducation, de l'éducation scolaire de base à l'éducation populaire. Durant sa vie elle a connue plusieurs phases, très contrastées, de l'histoire de la Pologne : la Pologne divisée entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie d'avant 1914, la Pologne indépendante après la première guerre mondiale et la révolution russe, la Pologne occupée par les nazis entre 1939 et 1945, la Pologne devenant une « démocratie populaire » après la deuxième guerre mondiale. C'est cette histoire qu'il faut avoir en tête en lisant ses textes (établis et annotés par Ewelina CAZOTTES, Grégory CHAMBAT et Laurent OTT) sur la pédagogie sociale récemment publiés dans un livre.

Pour Helena RADLINSKA « *la pédagogie sociale s'efforce de libérer le développement des forces humaines (physiques et psychiques) non encore épanouies afin de les inscrire dans une créativité présente et à venir* » (p. 30) La pédagogie sociale couvre trois « domaines d'intervention » : l'instruction des adultes, le travail social et le travail éducatif. Il est remarquable la manière dont elle lie le travail éducatif aux contextes de vie des personnes. Ainsi, dans un texte écrit en 1909 à propos de l'instruction primaire, elle affirme : « *Aussi longtemps que le paysan n'aura, dans sa chaumière insalubre, qu'une seule lampe pour fortune ; aussi longtemps qu'un ouvrier affamé n'aura pas un seul moment de loisir, libéré de ses peines et de ses tracas, l'instruction publique ne sera pas une réalité largement répandue et fructueuse.* » (p. 19). Helena RADLINSKA développe, dans ce livre, plusieurs analyse de l'éducation, que ce soit l'éducation primaire des enfants ou l'éducation des adultes, liant toujours l'éducation aux conditions sociales et culturelles existantes, attirant l'attention de l'éducateur sur le « *milieu social* » dans lequel il intervient. Ainsi le chapitre 4 « *Reconnaissance du milieu social comme facteur important du travail éducatif* » est un véritable guide méthodologique pour l'étude d'un territoire et il peut être d'une très grande utilité pour les travailleurs sociaux engagés dans l'intervention collective. (Henri PASCAL)

RADLINSKA Helena 2016 *Aux sources de la pédagogie sociale* Paris L'Harmattan Coll. Terrains sensibles 164 p.

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20
greh.servicesocial@orange.fr

Assistantes sociales au temps de Vichy

Rédigé à partir de son master de recherche (CNAM Département Droit Intervention Sociale, Santé, Travail 2014-2016), Isabelle VAHA vient de publier un article, portant le même titre que son mémoire, sur les assistantes sociales au temps de Vichy. Avant de s'interroger sur la guerre (39-45 ou 39-46) et sur le « vocable résistance », elle développe une réflexion sur la notion d'engagement qui a été utilisée aussi bien dans le travail social que dans la période étudiée. Puis viennent plusieurs paragraphes sur les assistantes sociales, leurs employeurs et les tâches qu'elles effectuent. Dans le cadre du Secours National (premier employeur des assistantes sociales), de la Croix Rouge, du SSAE (Service Social d'Aide aux Emigrants), de l'OSE (Œuvre de Secours aux Enfants) jusqu'à son passage à la clandestinité, dans le cadre des services sociaux des organisations de la Résistance, les tâches des assistantes ont été marquée d'une part par les pénuries alimentaires, vestimentaires de la période (d'où organisation de gouter pour enfants et mères, gestion de vestiaires, etc.) et d'autre part par la situation politique marquée par la lutte, clandestine, des résistants et par la traque des juifs pour les envoyer dans les camps d'extermination (d'où, pour certaines, détournement des tickets de rationnement, fabrication de faux papiers, aide aux évasions, sauvetage des enfants, etc.). Il y a bien eu des tâches communes à l'ensemble des assistantes sociales (aide alimentaire par exemple) mais, selon la population à qui elles s'adressaient, ces tâches étaient accomplies, par les unes, de manière légale et, par les autres, de manière illégale (certaine mariant les activités légales et illégales). Ce regard sur les employeurs et les tâches débouche sur les paragraphes consacrés aux comportements professionnels : attentisme, collaboration, résistance. L'article se termine par une définition du concept de « limina lité » qui est éclairant sur, dans cette période, les comportements professionnels des assistantes sociales confrontées à des choix, au passage de seuil (rester sur le seuil, franchir le seuil vers la collaboration, la résistance,) La dernière phrase de la conclusion est la question qui vient à l'esprit chaque fois que l'on lit aujourd'hui des récits et des études sur cette période « aurais-je été résistant ou bourreau ? ». Mais on peut se demander si cette question s'est posée ainsi, entre 1940 et 1945, à la majorité de la population, et, sans doute aussi, des assistantes sociales. L'attentisme a sans doute été la position la plus répandue. (Henri PASCAL)

VAHA Isabelle « Action sociale en période troublée. A l'ombre du Maréchal Pétain, allégeance ou résistance ? » *Revue Française de Service Social* n° 263 2016-4 pp. 129-142

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20
greh.servicesocial@orange.fr

Enfance irrégulière

Le numéro 18 de la *Revue d'histoire de l'enfance "irrégulière"* vient de paraître, daté de novembre 2016. Le dossier, dirigé par Samuel BOUSSION et Jean-Christophe COFFIN, est intitulé « le psychiatre, l'enfant et l'Etat Enjeux d'une spécificité en construction 1900-1950 ». Il est divisé en trois chapitres : « Enjeux scientifiques d'un congrès » (le premier congrès international de psychiatrie infantile à Paris en 1937), « des psychiatres en circulation » (dans lequel on trouve plusieurs regards, venant de divers pays, sur cette conférence) et « le champ de la psychiatrie de l'enfant » (portant plus spécifiquement sur la France). Dans ce troisième chapitre, l'article de Mathias GARDET « Face à la question sociale, la réponse médicale. De la psychiatisation des écoliers et des jeunes délinquants » traite de ce processus pour la France d'avant la deuxième guerre mondiale.

La « Revue d'histoire de l'enfance irrégulière » est diffusée par les Presses Universitaires de Rennes

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192 93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20
greh.servicesocial@orange.fr